



2021 - 2022

COURS D'ÉCONOMIE

Bernard QUIRIN

16^e cours 10-11 mai 2022



POLITIQUE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE

1- LE CADRE INTERNATIONAL

2 - FAIRE FACE AUX DÉFIS

Introduction: la somme de tous les défis

Les défis immédiats: la guerre et la pandémie

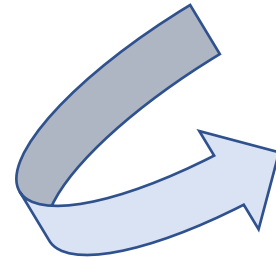
Les défis du changement climatique

Le défi des inégalités

Le défi démographique

3 défis de long terme

- le **changement climatique**,
- les **inégalités** économiques
- le défi **démographique**.



aggravés par la pandémie et la guerre

3 défis structurels

- **des bombes à retardement**. Effets de long terme
> effets immédiats => temporiser => le coût pour y répondre augmente avec le temps.
- **Une complexité croissante** => décisions urgentes dans un contexte d'incertitude croissante



POLITIQUE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE

2 - FAIRE FACE AUX DÉFIS

Introduction: la somme de tous les défis

Les défis immédiats: la guerre et la pandémie

Les défis du changement climatique

Le défi des inégalités

Le défi démographique

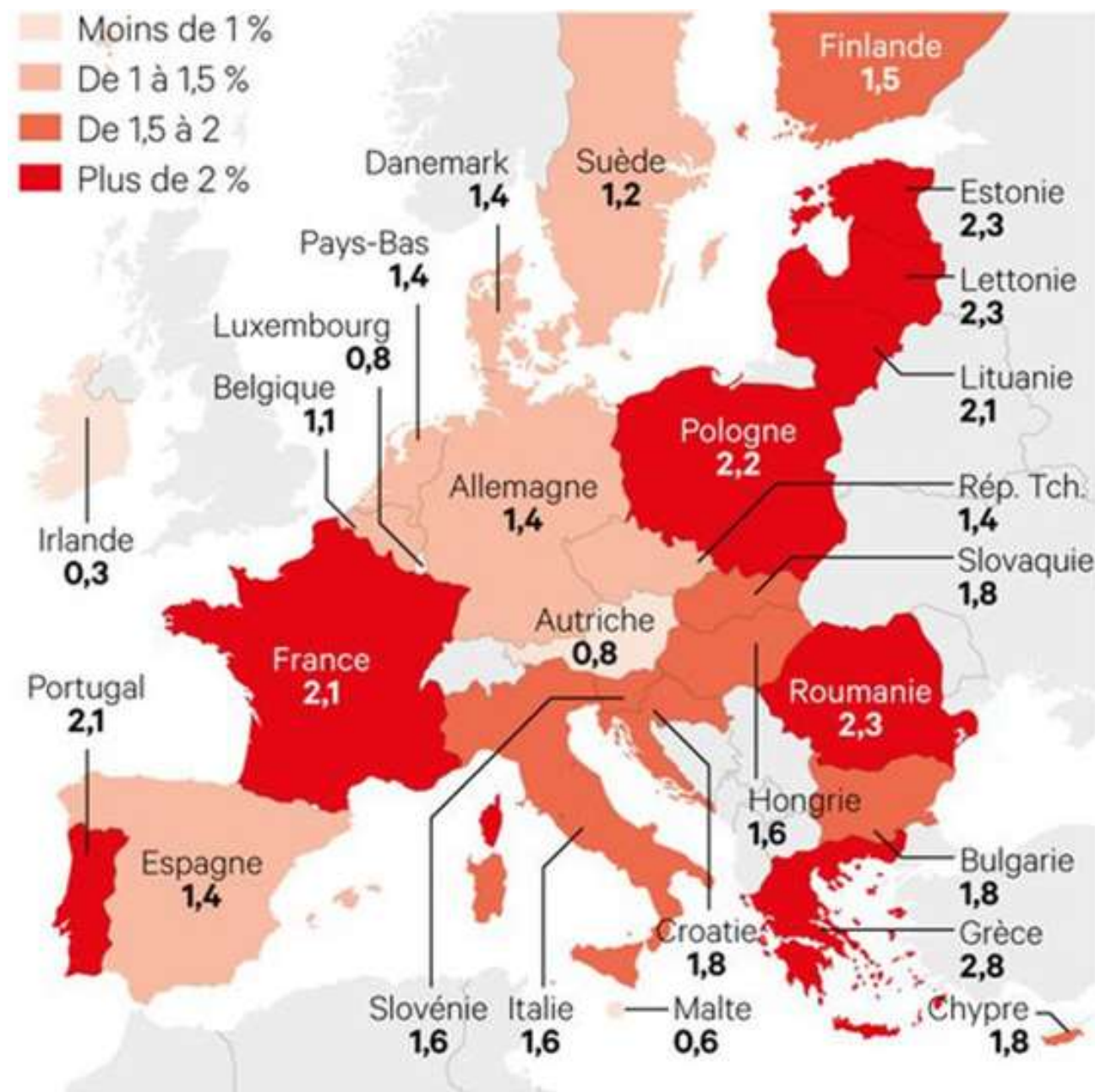
Réarmement depuis la Crimée

Dépenses OTAN Europe + Canada

Variation annuelle en %



Dépenses militaires des pays de l'UE (% du PIB 2020)

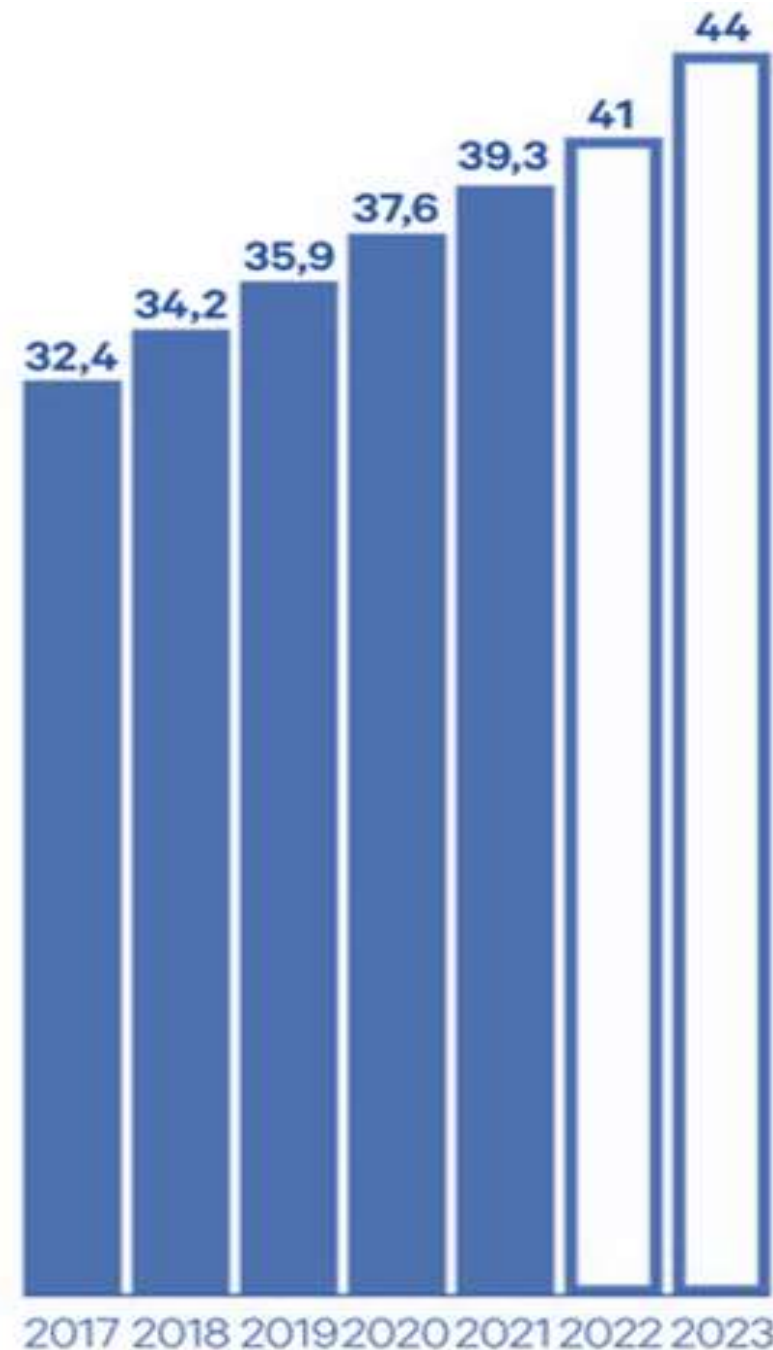




Crédits budgétaires de la Défense (FR)

En milliards €

Ukraine ➡
nécessité de **40 à 60 md€ de +** sur 12 ans





Si extension de la pandémie et de la guerre

- **baisse des marges** budgétaires consacrées à la lutte contre le réchauffement climatique
- renforcement des **inégalités**
- modification des dynamiques **démographiques** => conséquences sur le système de retraite.



POLITIQUE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE

2 - FAIRE FACE AUX DÉFIS

Introduction: la somme de tous les défis

Les défis immédiats: la guerre et la pandémie

Les défis du changement climatique

Le défi des inégalités

Le défi démographique



Prix réel du pétrole, 1970-2022

Données trimestrielles, base dernier trimestre 1990 (1990Q4 = 1).



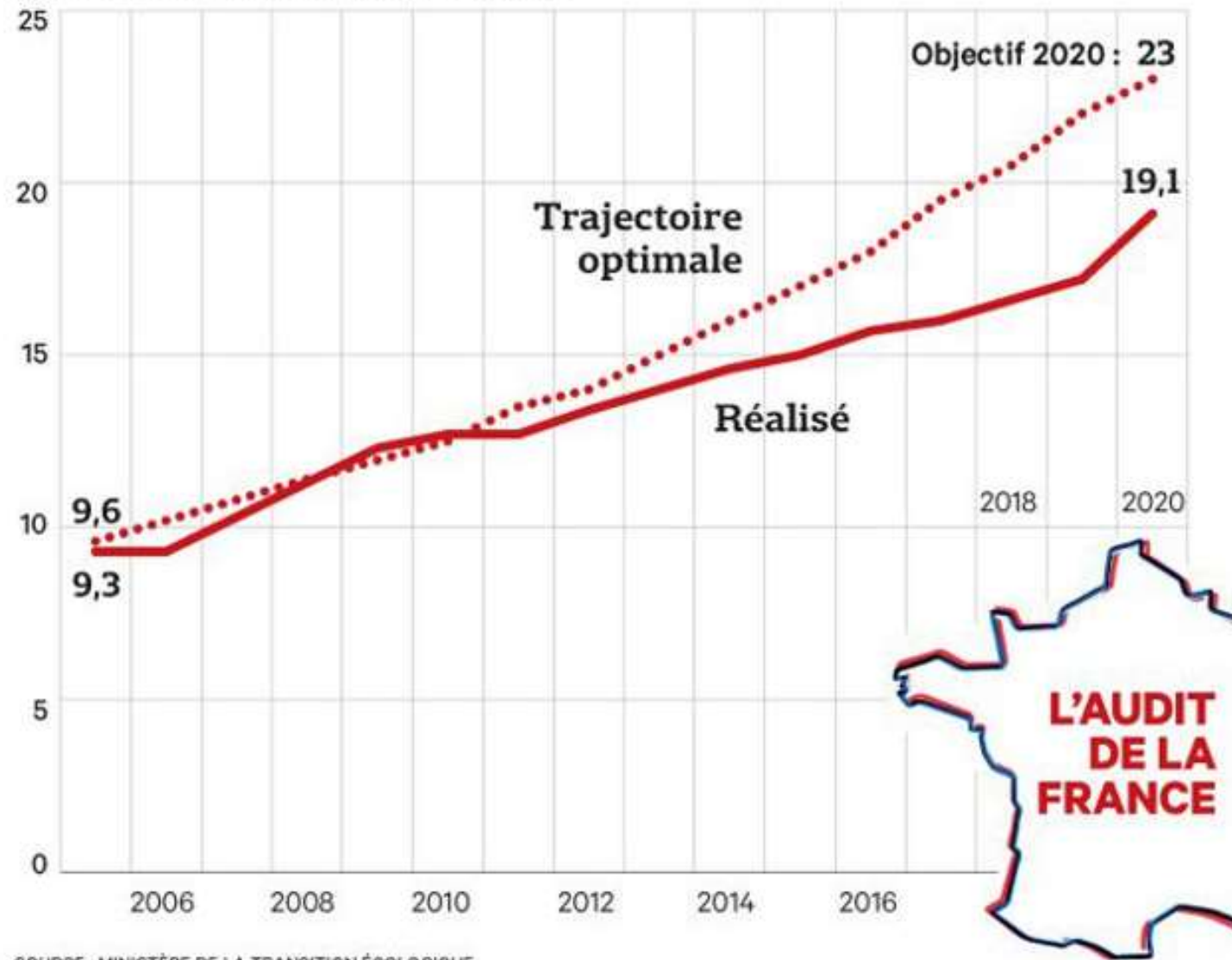
Source: OCDE et US Bureau of Labor Statistics. Prix mondial du baril de Brent déflaté de l'indice des prix à la consommation américain (US CPI).

Source: Via Macrobond. • [Get the data](#) • Created with [Datawrapper](#)



Energies renouvelables: en retard

En % dans la consommation finale brute d'énergie



SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



L'UE: 9% des émissions mondiales

France: <1% des émissions mondiales

Futures émissions <= Pays émergents.

- ⇒ Mécanisme de taxation carbone aux frontières => uniformiser les conditions de concurrence
- ⇒ Désinvestissement des activités à forte intensité de carbone
- ⇒ Désinvestissement du charbon
- ⇒ Réduction des achats à la Russie



Urgence climatique => **agir rapidement** à grande échelle
succès <= **progrès technologiques** rapides mais incertains.
éviter d'accroître des **coûts** déjà élevés en optant pour des
mesures peu efficaces.

Décalage représentations /réalité :

inquiétude face au réchauffement

< >

réticence à supporter le coût de la transition et ses
conséquences sur le mode de vie.



Obstacle: impopularité de la tarification du carbone

- Gilets jaunes contre la taxe carbone
- Convention citoyenne pour le climat (CCC): absence de la tarification du carbone

Taxe carbone considérée comme

- punitive
- régressive (la part du revenu consacrée à la taxe est plus élevée pour les ménages à bas revenus)

L'interdiction ou la norme perçues comme égalitaires

Depuis 2005, UE: entreprises de l'électricité, de l'aluminium ou du ciment (40 % des émissions de GES de l'UE) au Système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (SEQE-UE). Prix des quotas répercutés sur les consommateurs.



Tarification carbone: 4 avantages

- **pousse à l'action** ceux qui peuvent éliminer leur pollution à un coût faible.
- **stimule l'innovation** verte En monétisant la propriété intellectuelle associée à la R & D verte.
- **implique de mesurer les émissions** mais ne nécessite aucune autre information => réduit les formalités administratives.
- **permet aux consommateurs d'agir** pour le climat <= le prix d'achat d'un produit inclut déjà le coût de l'ensemble des émissions générées tout au long de la chaîne de valeur

Europe : baisse de 55 % d'ici 2030 et 0 émission nette d'ici 2050.

Prix du carbone fixé par le marché : les acteurs qui estiment qu'il serait trop coûteux de réduire leur pollution peuvent acheter les quotas non utilisés des autres acteurs.

Permettre de prendre les décisions d'investissement => garantir une stabilité du prix des émissions de carbone en fixant un plancher et un plafond.

Eviter les délocalisations par un ajustement aux frontières.

Intensifier les efforts de R & D

- fixer des **objectifs technologiques réalistes** pour le secteur privé
- créer sur le modèle US une **agence pour financer** la recherche de rupture dans les secteurs privés et publics.

Revoir l'efficacité des normes et des incitations

Panneaux photovoltaïques en toiture plus coûteux que les installations de panneaux raccordés au réseau électrique.

⇒ subventionner le **photovoltaïque en réseau** ou investir dans l'exploitation de l'hydrogène ou le stockage à long terme

Indemniser les perdants

- Protéger les travailleurs
- Pas les entreprises qui ont laissé passer l'occasion de changer leurs technologies et se retrouvent avec des actifs sans valeur. Indemnisations ne dissuadant pas les entreprises d'adopter des technologies vertes.





POLITIQUE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE

2 - FAIRE FACE AUX DÉFIS

Introduction: la somme de tous les défis

Les défis immédiats: la guerre et la pandémie

Les défis du changement climatique

Le défi des inégalités

Le défi démographique

France dans la moyenne de l'OCDE

Inégalités de revenus avant impôts(indice de Gini):

France 0,37 < moyenne OCDE 0,38. Idem après impôts 0,28 / 0,29

Taux de pauvreté avant impôts 26% moyenne OCDE (20 %

taux de pauvreté après impôts et transferts 8,5 % < moyenne OCDE 10,8%

Pas de hausse des inégalités

inégalités de revenus avant et après impôts **stables** en France depuis 20 ans (OCDE en hausse)

Hausse des revenus des 50 % les moins bien rémunérés > 10 % les mieux rémunérés depuis 2007

Inégalités **géographiques** plus faibles que les autres pays européens.

mais fort sentiment d'inégalité

73 % des Français (50% des Américains) considèrent les inégalités de revenus en France comme un **problème grave** ou très grave. 62 % pour les inégalités de patrimoine (46% aux USA).





Les Français valorisent les emplois de qualité : durée longue, rémunération croissante bonne protection sociale, responsabilités, possibilités de promotion et environnement de travail décent + possibilité de retrouver un emploi de qualité

Les Français s'inquiètent de la mobilité sociale. Perception des inégalités dans l'accès à une éducation de qualité.

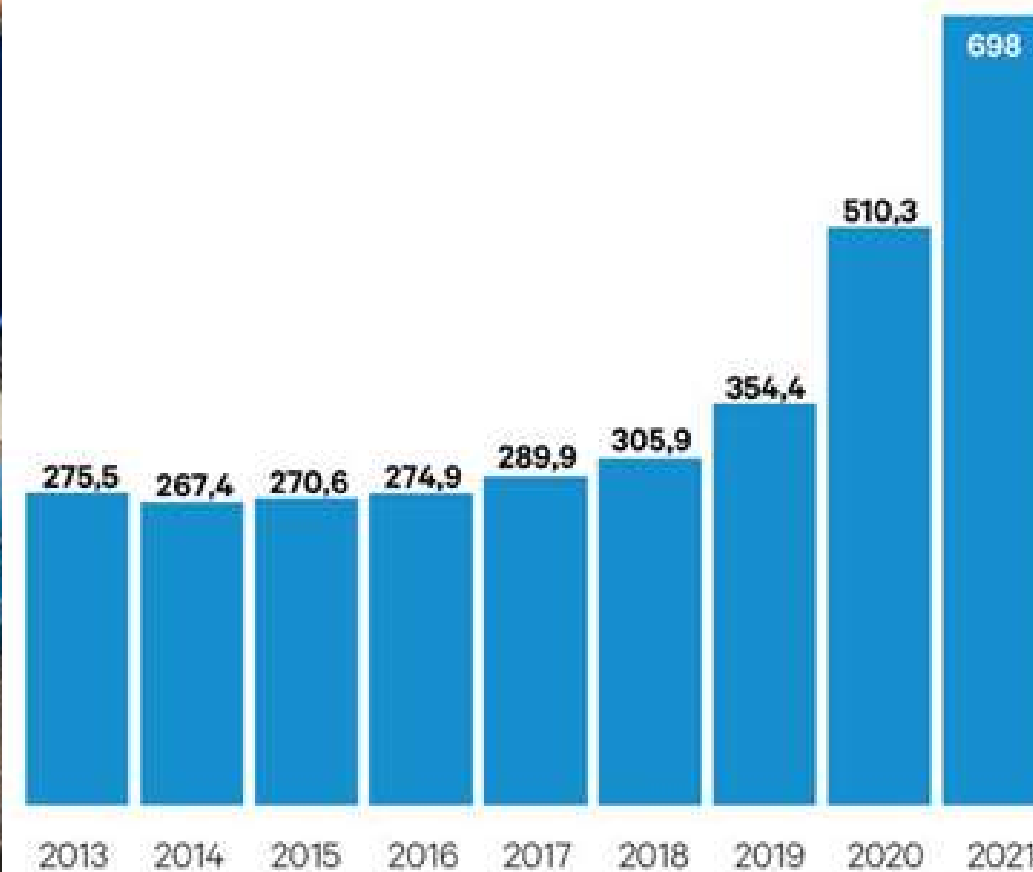
- catégorie sociale 1^{er} facteur expliquant le niveau d'instruction en France.
- France se place avant-dernière sur 27 pays pour la mobilité éducative.
- 87 % des enfants de non-diplômés du supérieur en filière professionnelle

Libre échange, mondialisation et évolution technologique considérés comme des menaces pour les emplois.



L'évolution du nombre de contrats d'apprentissage

Cumul annuel, en milliers, des contrats signés dans le secteur privé



L'érosion de la classe moyenne:

sentiment que les emplois moyennement qualifiés disparaissent au profit d'emplois peu qualifiés.



- **Part d'emplois moyennement qualifiés baisse** de 6 % de 1996 à 2007, **mais** s'accompagne d'une hausse équivalente de la part d'emplois plus qualifiés
- **dimension géographique.** Emplois qualifiés non remplacés par des emplois identiques si fermeture de la principale usine d'une petite ville
- **valeur de la maison** (seul patrimoine) => seule option : rester vivre au même endroit et de gagner moins
- Déclin des emplois moyennement qualifiés rend plus difficile de monter l'échelle des emplois

intervenir à trois stades

avant la production

réduire les inégalités de capital humain et de patrimoine financier, de manière que tous commencent leur vie avec des chances plus égales ;

pendant la production

mise à niveau et amélioration des compétences
technologie et l'organisation des entreprises pour créer plus d'emplois
de qualité

après la production: mesures de protection et de redistribution



Mesures avant production : établir l'égalité des chances

Éducation

qualité de l'enseignement moyenne avec dépenses d'éducation > moyenne de l'UE

Système éducatif très **inégalitaire**.

retard important accumulé en matière d'**apprentissage**

Problème de l'**attractivité des carrières** de l'enseignement.

Successions

logique d'**égalité des chances** => s'intéresser, non pas à ceux qui donnent, mais à ceux qui reçoivent, en retenant comme base imposable le montant total reçu par le bénéficiaire.

Droits de succession fondés sur le donateur et non sur le bénéficiaire.

(exemple : taux d'imposition est plus faible si le bénéficiaire hérite de ses 2 parents) plutôt que d'un seul).



Production :

adapter compétences et technologies les unes aux autres

- en incitant les entreprises à **créer plus d'emplois qualifiés** et à choisir des technologies qui accompagnent la main-d'œuvre plutôt que de s'y substituer
- en imposant des restrictions sur les **échanges internationaux** afin d'empêcher le déplacement des emplois de qualité vers les pays pratiquant le dumping social



Formation des travailleurs

- politiques actives du marché du travail (**PAMT**) = préparer les travailleurs aux meilleurs emplois pour lesquels ils sont qualifiés et les aider à les décrocher.
- Les programmes les plus performants sont ceux qui sont organisés en **collaboration avec les employeurs**

Fiscalité

Capital mobile, travail beaucoup moins.

tentatives de taxer le capital => fuite des capitaux à l'étranger=> taux élevés d'imposition => baisse des recettes fiscales.

Le défi: mieux taxer le capital

Prélèvement forfaitaire unique (PFU « flat tax » plafonné les taux d'imposition marginaux sur les revenus du capital)

Accords internationaux : projet du G20 et de l'OCDE sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS).

- *redistribuer en partie les droits d'imposition* entre les pays en abandonnant les critères de résidence fiscale et de présence physique pour intégrer la dimension de la demande (chiffre d'affaires, produits et clients).
- *réduire la concurrence fiscale* en permettant aux pays de « récupérer l'impôt sur les bénéfices » lorsque d'autres pays n'ont pas exercé (« suffisamment ») leur droit initial d'imposition.
- Fiscalité des entreprises multinationales étendue du numérique à tous les secteurs





POLITIQUE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE

2 - FAIRE FACE AUX DÉFIS

Introduction: la somme de tous les défis

Les défis immédiats: la guerre et la pandémie

Les défis du changement climatique

Le défi des inégalités

Le défi démographique

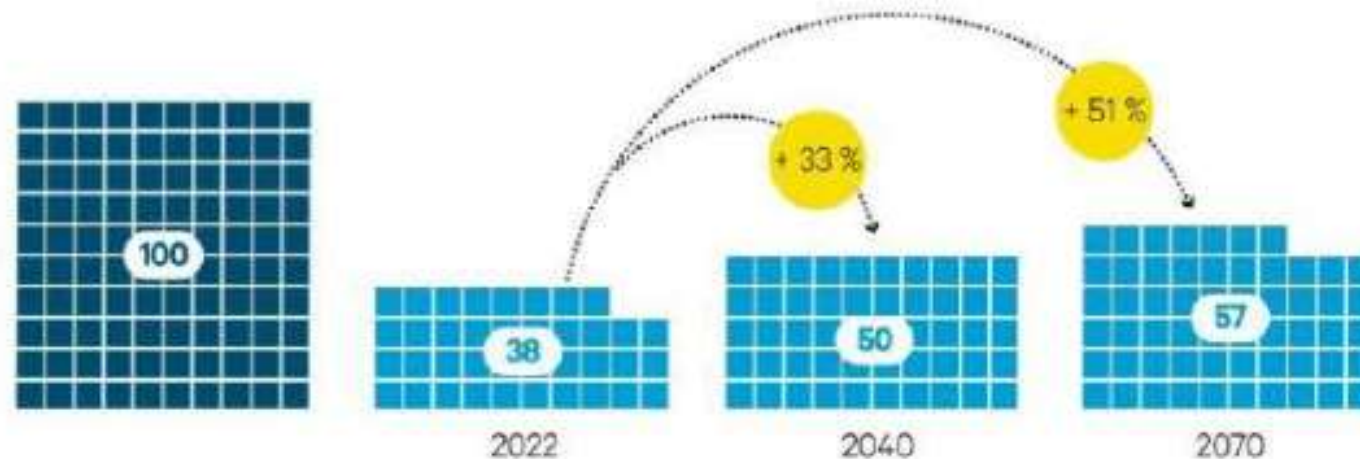
Le défi démographique

La part des seniors va augmenter de 33 %
par rapport aux 20-64 ans entre 2022 et 2040

Evolution de la proportion des seniors par rapport aux actifs

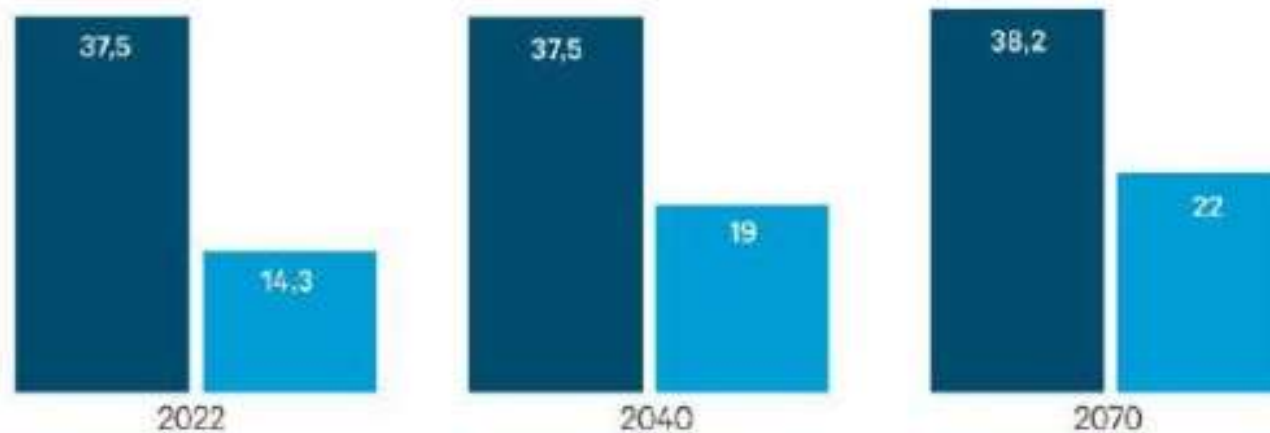
■ 20-64 ans ■ 65 ans et plus

Lecture : pour 100 personnes de 20 à 64 ans en 2022, il y a 38 personnes de plus de 65 ans en 2022, puis 50 en 2070, soit une augmentation de 33 % entre 2022 et 2040 et 51 % entre 2022 et 2070.



Répartition des plus de 20 ans

■ 20-64 ans ■ 65 ans et plus En millions





Le vieillissement

- allongement constant de l'espérance de vie
- amélioration de la qualité de vie des personnes âgées.

Dépenses publiques de retraite élevées,

15 % du PIB (12 % en Allemagne).

Taux de cotisation moyen (prélèvement salarial et patronal) élevé : 27,5 % des revenus.

Système proche de l'équilibre en 2019 (déficit nettement plus élevé en 2020 et 2021 <= Covid-19)

Taux d'emploi des 55 à 64 ans en France.

56,2 %, contre une moyenne européenne de 66,6 %

Ecart <= taux d'emploi des 60-64 ans.

20 % des personnes âgées de 60 à 64 ans souffrent d'au moins 2 maladies chroniques



Le système actuel

Indexé sur l'inflation des prix

Ajustement: baisse des pensions / salaires

<= différentiel entre l'inflation des salaires et l'inflation des prix

<= croissance de la productivité du travail.

Les salaires augmentent en général plus vite que les prix sous l'effet des gains de productivité => diminution continue des prestations par rapport aux salaires

Rompre avec l'indexation sur les prix au profit d'une indexation sur les salaires :

- **unifier le système** pour qu'il soit plus transparent et plus juste.
- permettre à chacun d'**arbitrer** entre âge et montant de la retraite.
- tenir compte des fortes **disparités** de parcours de vie et d'espérance de vie.
- **souplesse** pour garantir l'équilibre financier du système aujourd'hui et à l'avenir

encourager les entreprises à

- maintenir les seniors dans **l'emploi**
- donner l'envie de travailler **plus longtemps**.

=>

- changements dans **l'organisation** des entreprises
- renforcement de la **formation** professionnelle en milieu de carrière et seniors
- prévention et traitement des **maladies** chroniques

Permettre au système de s'adapter aux évolutions démographiques.

- un système **par points** lisible ;
- une fenêtre de départ dont la borne inférieure est l'âge à partir duquel une personne peut demander la liquidation de ses droits ;
- une **majoration des droits** pour les retraites au-delà de l'âge minimal de départ ;
- un **ajustement** du nombre de points en faveur des actifs à faibles revenus pour leur permettre de percevoir une retraite décente même s'ils partent à l'âge minimal de départ.





S'attaquer au faible taux de participation au marché du travail de la population immigrée.

Taux d'emploi des immigrés en France 58,5 (66,4 % pour les personnes nées dans le pays).

Taux de chômage des immigrés 14,6 % (personnes nées en France 8,3 %)

écarts <= difficulté d'adaptation initiale.

Taux d'emploi au cours des 5 premières années suivant l'immigration s'élève = 41 % . Passe à 60 % après cinq ans.

= > Lutter contre la transmission intergénérationnelle des faibles niveaux d'éducation => mesures incitatives en faveur d'une mixité accrue des enfants issus de milieux favorisés et de milieux défavorisés dans les écoles publiques et privées.



POLITIQUE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE

2 - FAIRE FACE AUX DÉFIS

Les défis immédiats: la guerre et la pandémie

Les défis du changement climatique

Le défi des inégalités

Le défi démographique

Conclusion: des atouts et des handicaps

L'inversion de la courbe du chômage

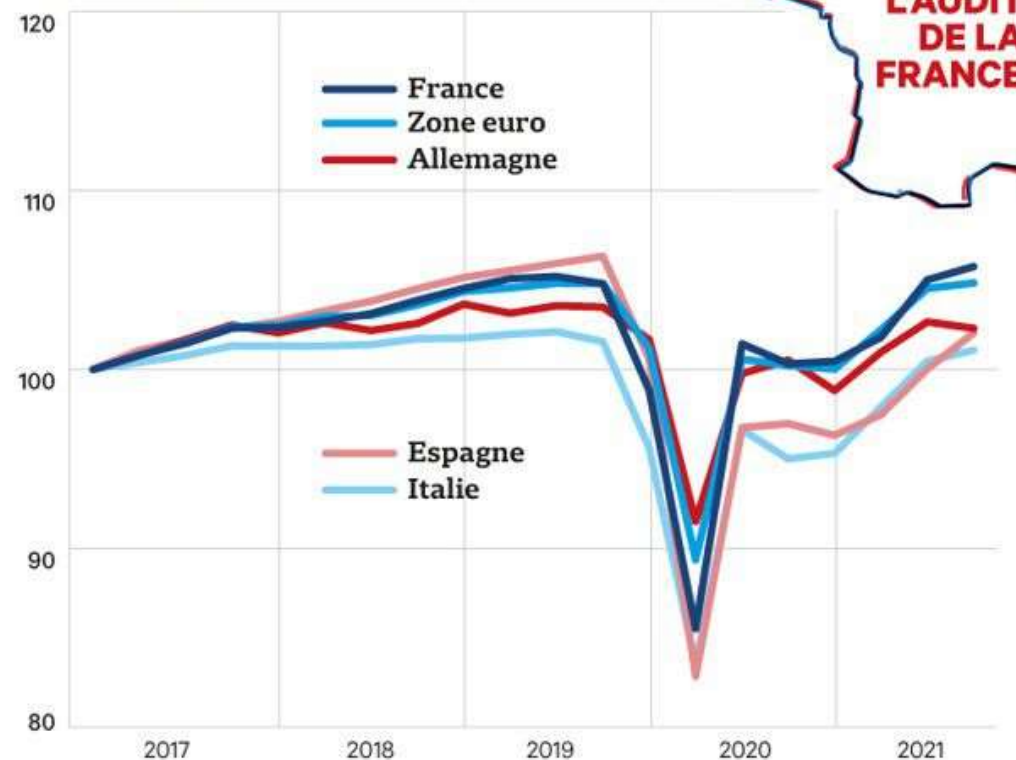
En % de la population active, au sens du BIT



SOURCE : INSEE

Une croissance plus forte que nos voisins

Base 100 au 1^{er} trimestre 2017

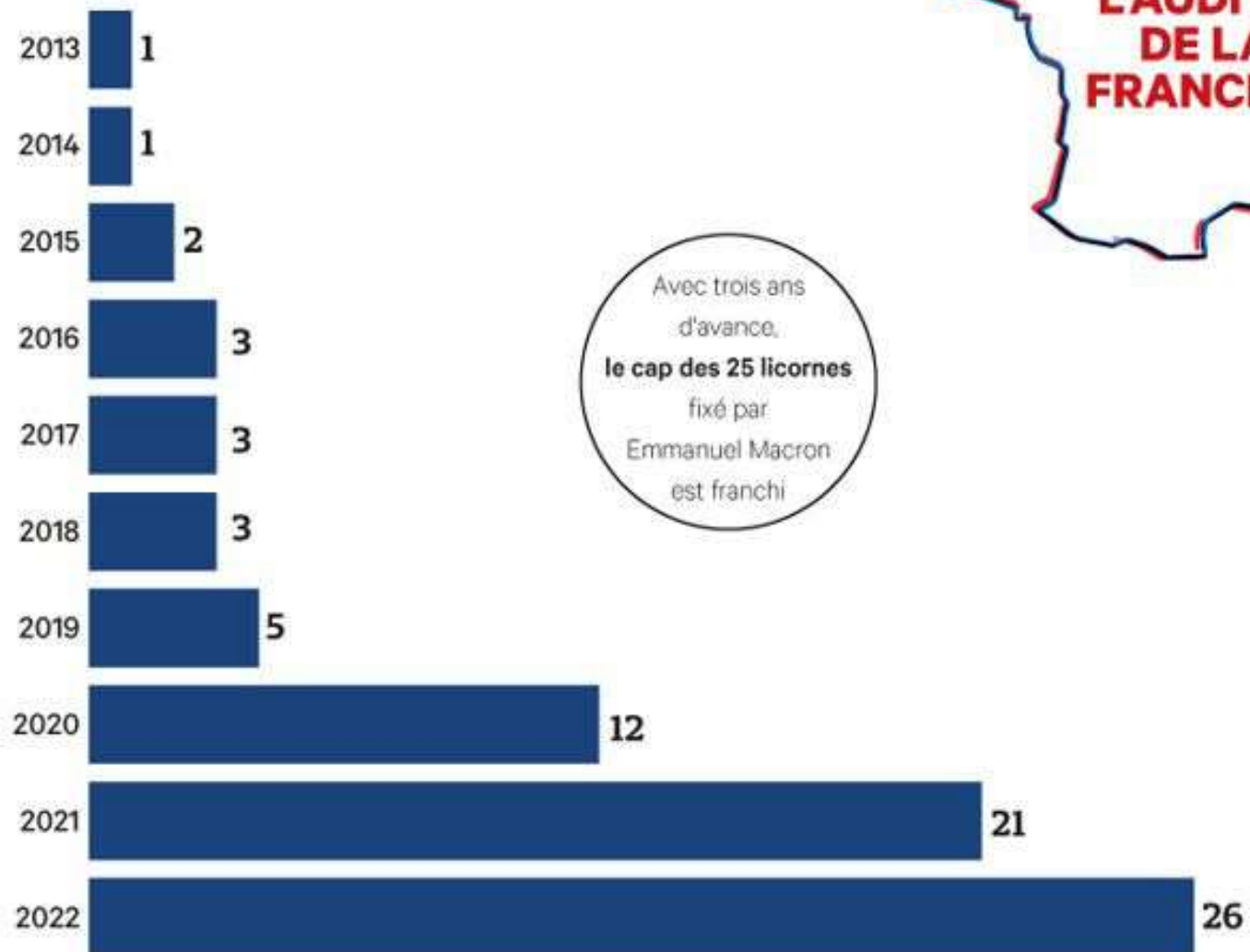


SOURCE : EUROSTAT

nombre de start-up françaises
valorisées à plus de 1Md\$

Une terre de licornes

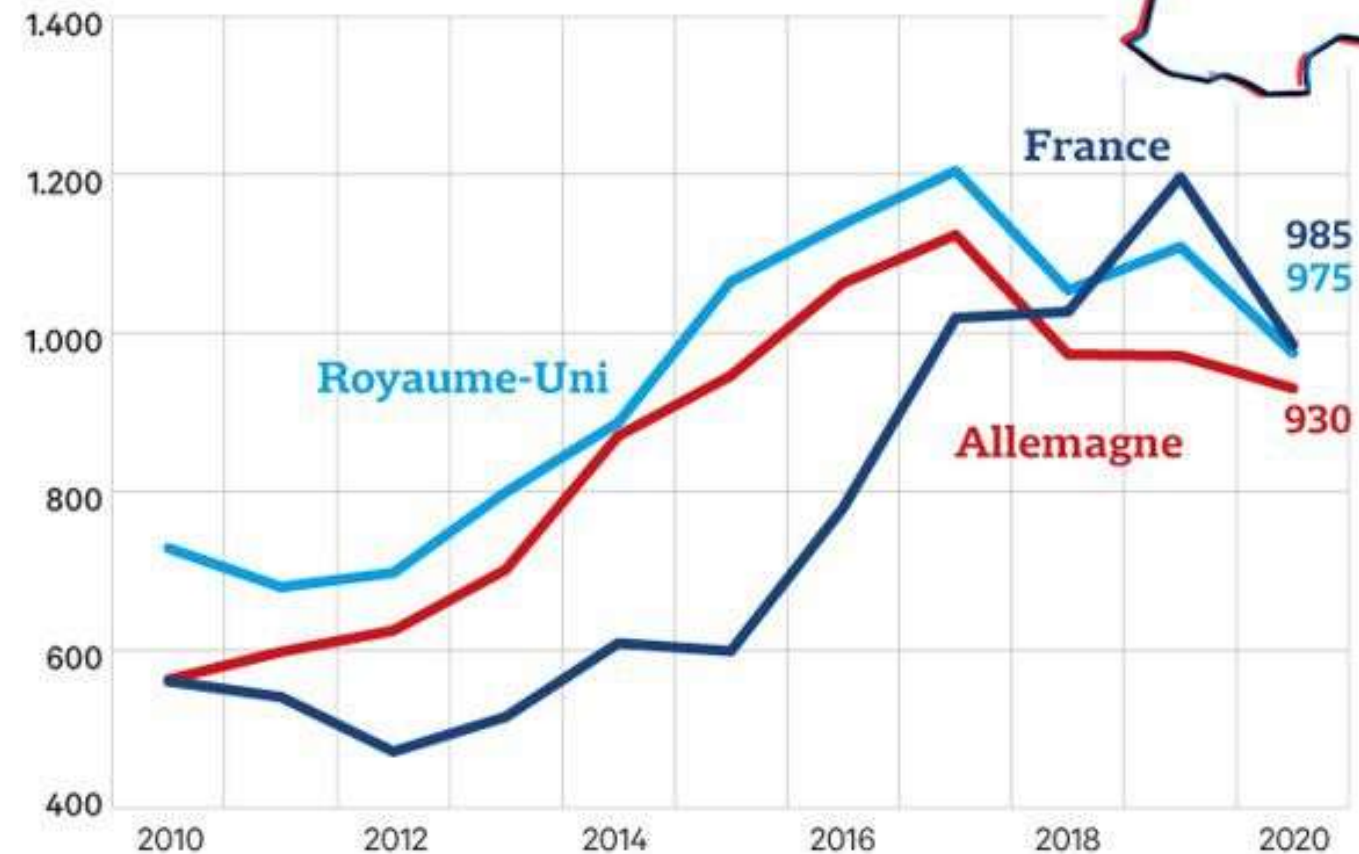
En nombre



SOURCES : BPI FRANCE, « LES ÉCHOS »

La première destination des investissements en Europe

Nombre d'investissements étrangers annoncés



SOURCE : EY



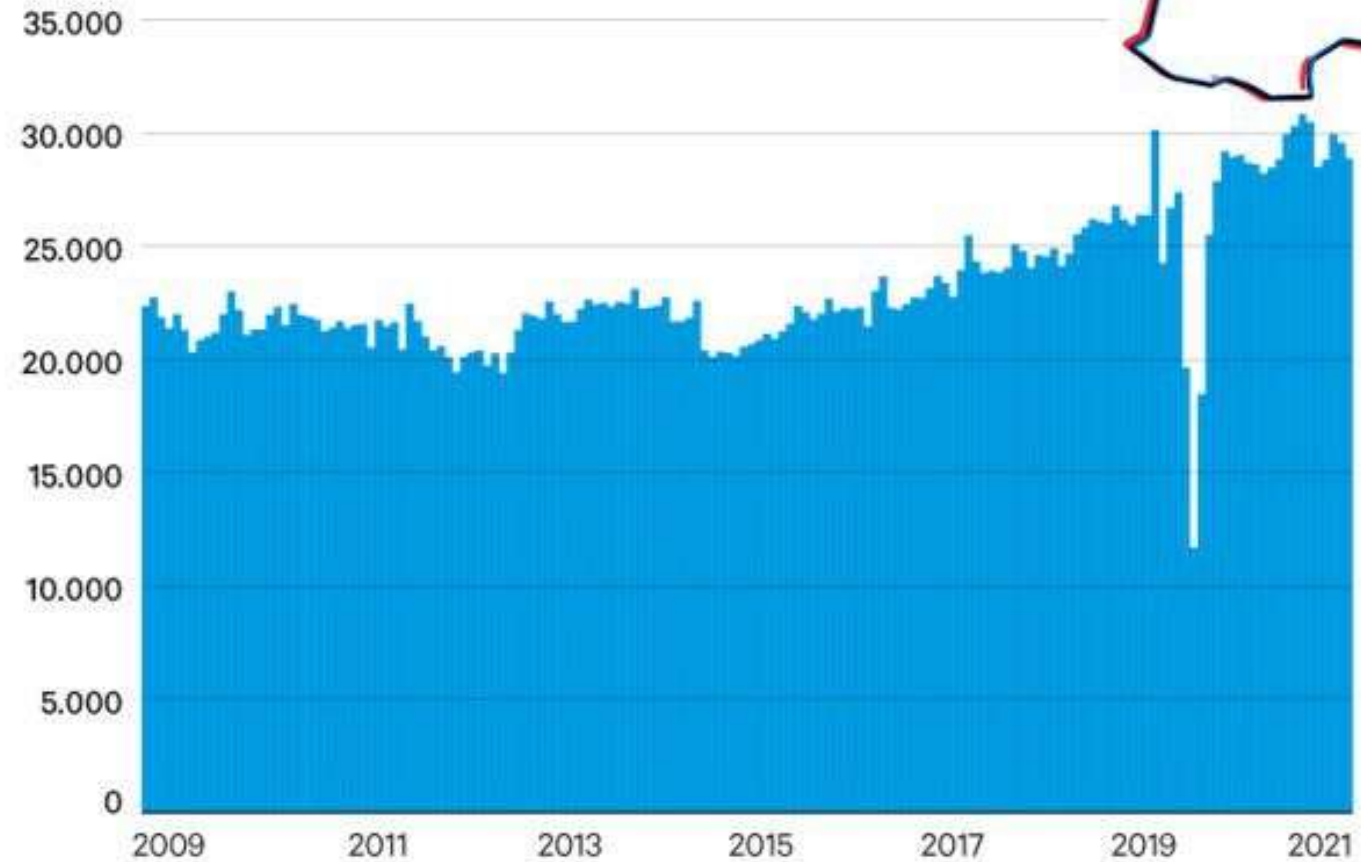
45.000 emplois créés ou sauvegardés entre 2016 et 2022.

Attractivité renforcée par la baisse de la fiscalité du capital et de l'impôt sur les sociétés.

352.842 créations
d'entreprises classiques
en 2021
30.000/mois contre
20.000/mois en 2015.

La création d'entreprises bat des records

En nombre, entreprises classiques
(hors micro-entrepreneurs)

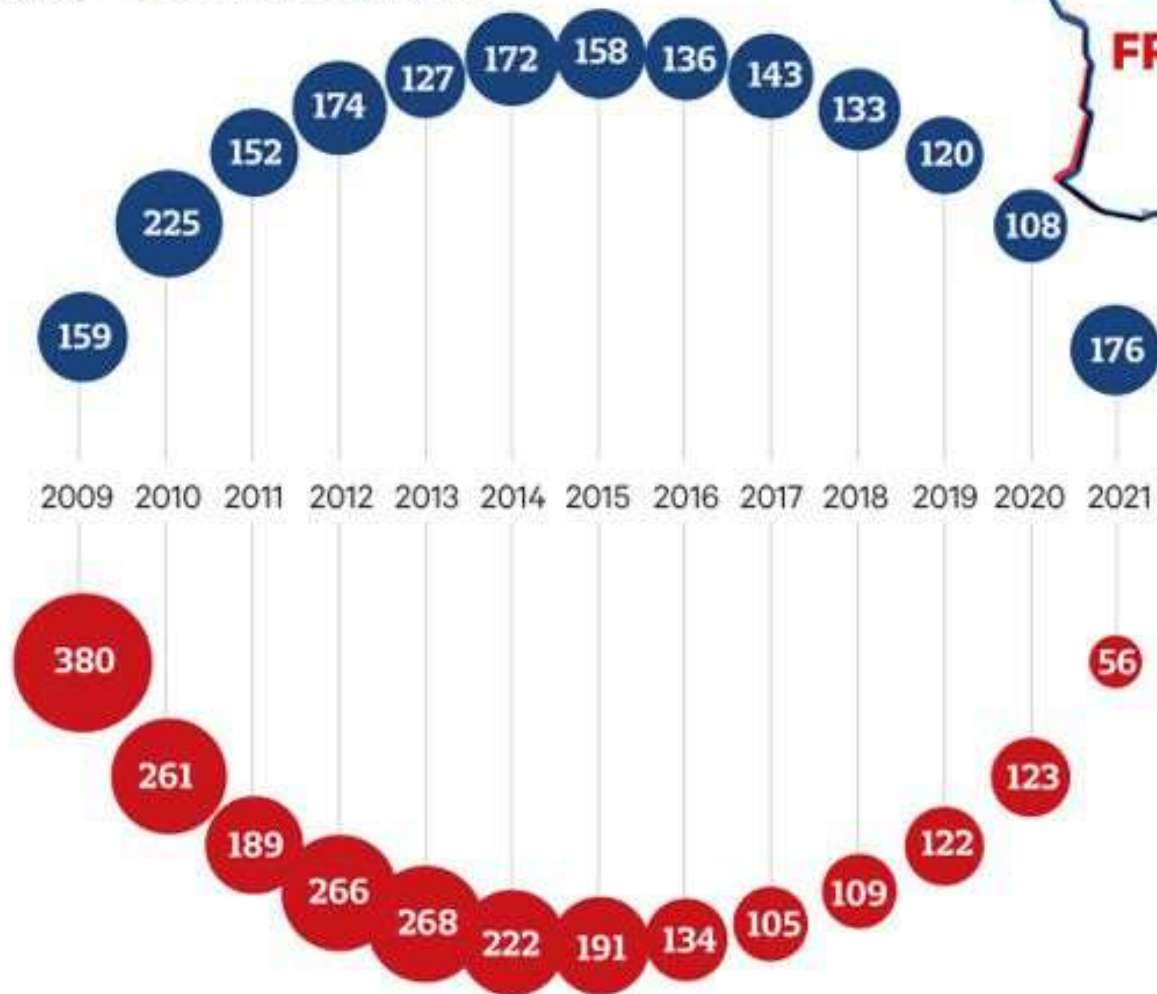


SOURCE : INSEE



Plus d'ouvertures que de fermetures d'usines

En nombre ● Ouvertures ● Fermetures



**L'AUDIT
DE LA
FRANCE**

SOURCE : TRENDEO

Rupture en 2016
135 créations d'usines
contre 134 fermetures

La croissance nette du
nombre d'usines s'est
depuis accentuée

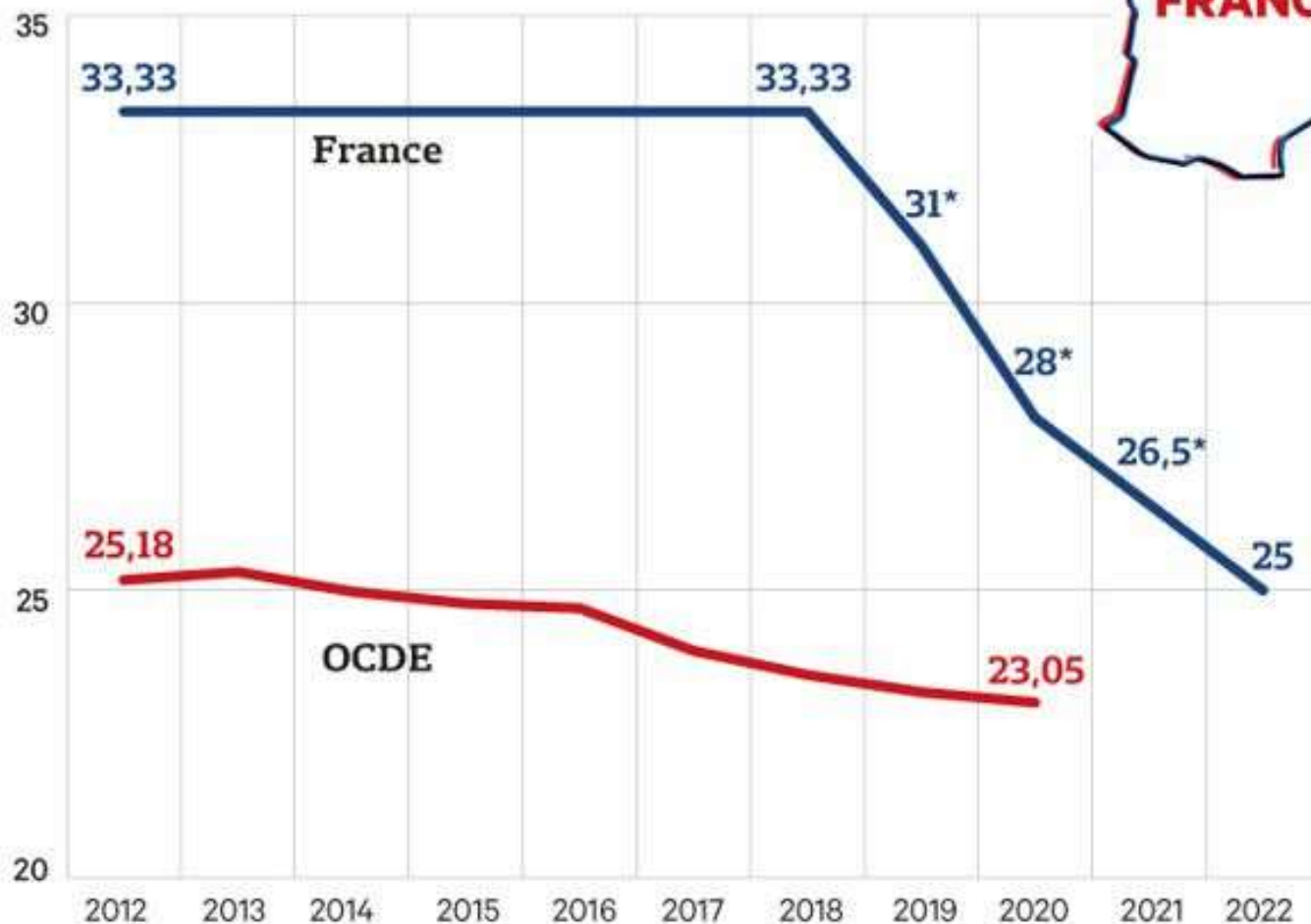
En 2021, 176 ouvertures en
contre 56 fermetures.

Le taux d'impôt sur les sociétés diminue de 33,3 % à 25 % durant le quinquennat, ce qui rapproche la France de la moyenne des pays de l'OCDE (23 %).

La réforme mondiale de l'imposition minimum (à 15 %) devrait entrer en vigueur en 2023. Elle va réduire sensiblement l'écart avec les paradis fiscaux.

Un allègement respecté pour l'impôt sur les bénéfices

En %, taux nominal

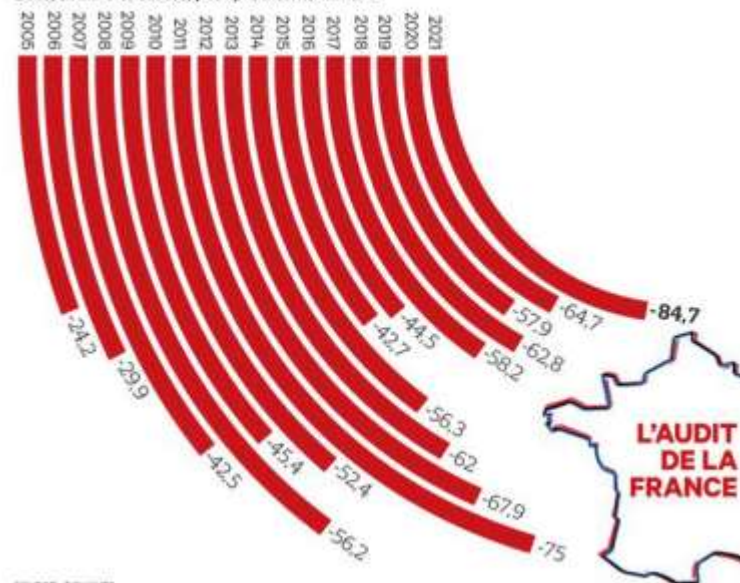


SOURCE : OCDE

*Pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 250 millions d'euros.

La glissade sans fin du déficit commercial

Solde, en milliards d'euros, y compris matériel militaire



SOURCE : DOUANES

L'envol de la dette

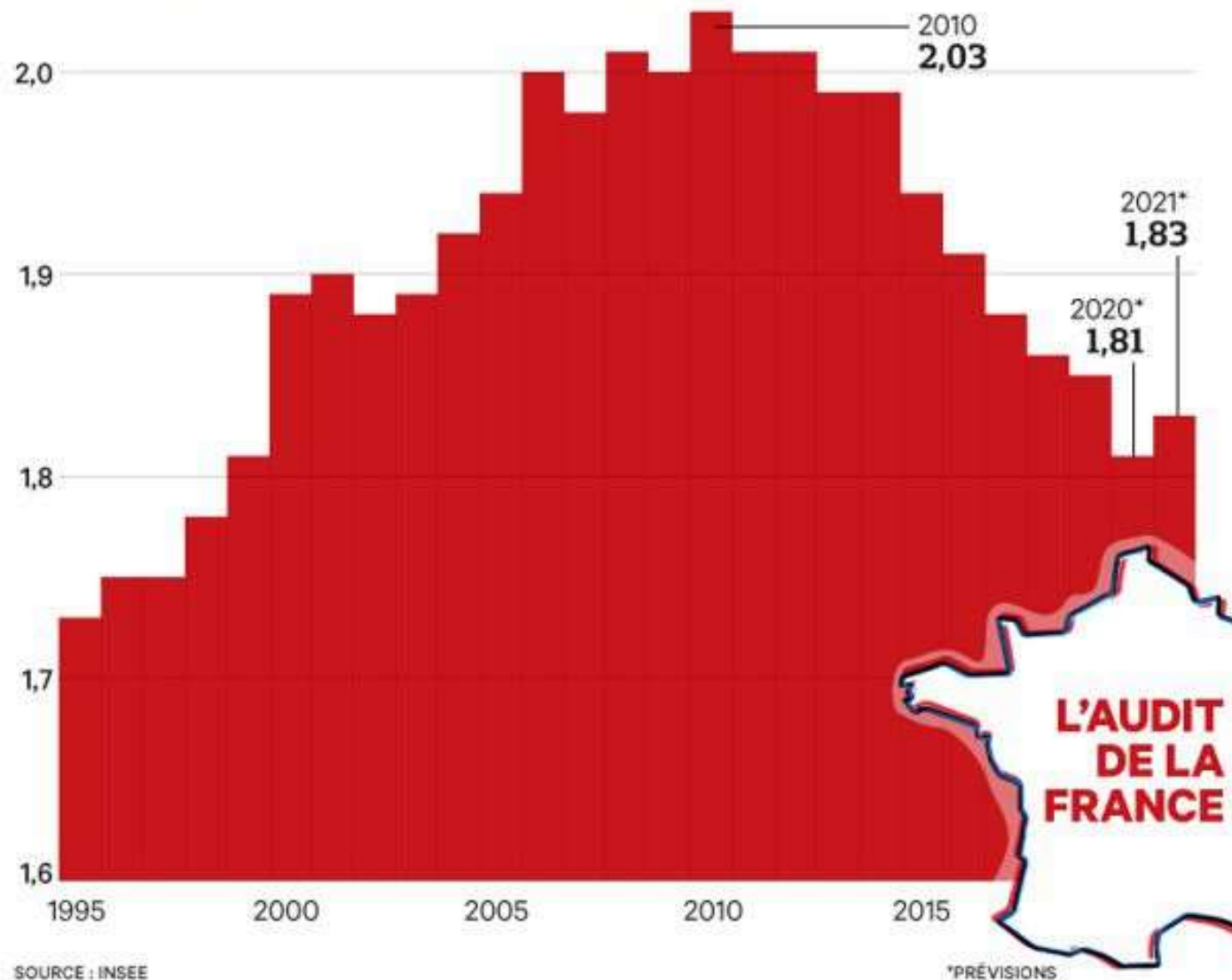
En % du PIB



SOURCE : INSEE

La baisse inquiétante du taux de fécondité

Indicateur conjoncturel de fécondité (ICF). Nombre d'enfants par femme



Effritement depuis dix ans
 => progression ralentie du solde naturel. 81.000 en 2021 (300.000 /an dans les années 2000.

=> tendance au vieillissement à moyen terme
 => enjeu clef en matière de retraite, de santé et de prise en charge de la dépendance.

Augmentation des dépenses publiques 2019 - 2021 :

10,7 % en moyenne en France

14,5 % dans la zone euro

560 Md€ supplémentaires entre 2017 et 2021

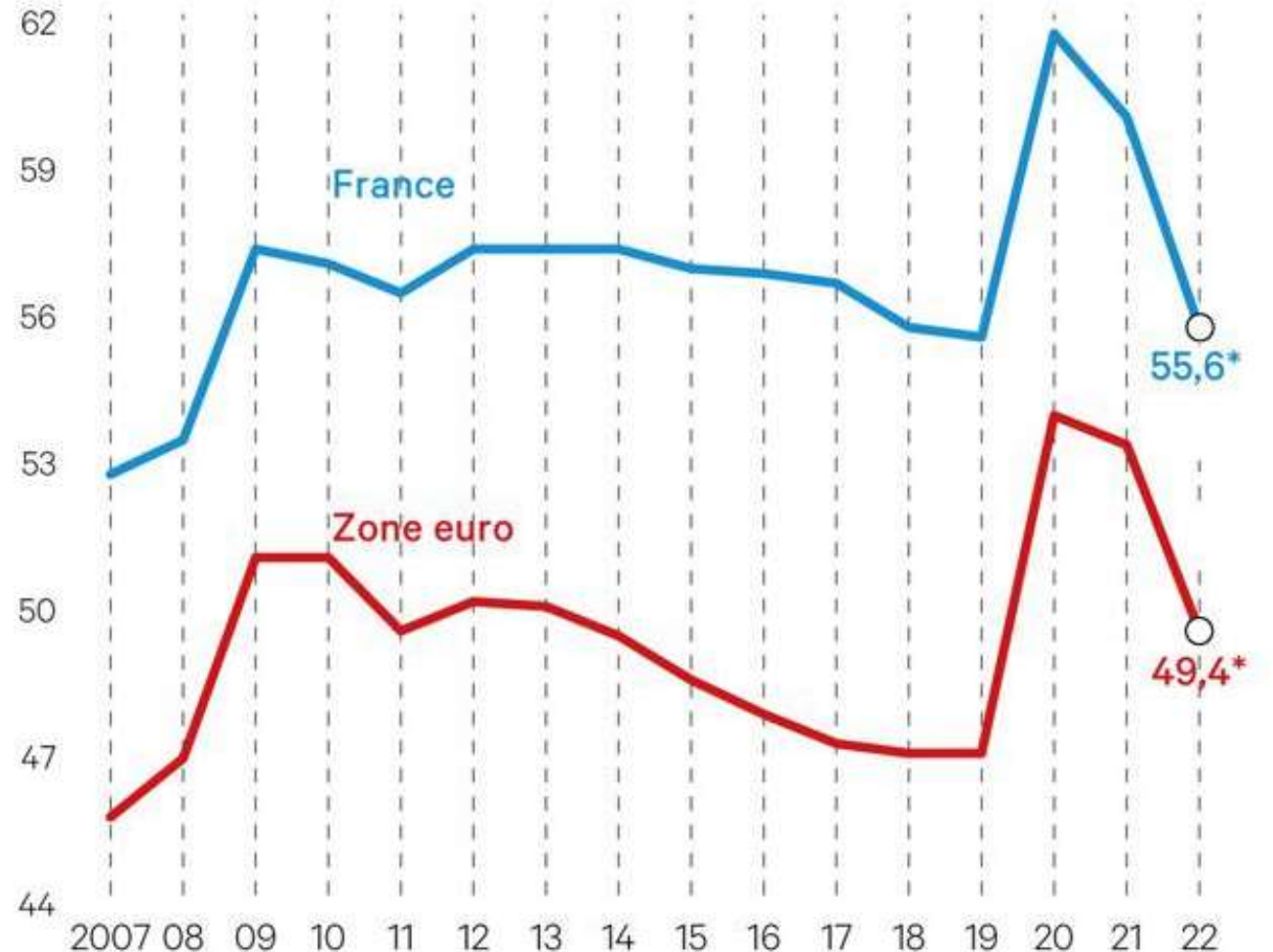
320 Md€ imputables à la crise sanitaire

- 160 Md€ de "quoi qu'il en coûte"
- 160 Md€ de baisse de recettes fiscales et sociales.

240 Md€ gestion courante

Les dépenses publiques

En % du PIB



* Prévvision

* LES ÉCHOS » / SOURCE : EUROSTAT, INSEE



Conclusion: des atouts et des handicaps



Notre prochain

COURS D'ÉCONOMIE

17 - 18 mai 2022